

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative – Bât D
19 rue de Ciron
Cedex 09
81013 ALBI

ALBI, le 19/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ETS BEN JOSEPH

Espace Sidobre Activité
173 Avenue du Sidobre
81100 Castres

Références : 81-CARMIN-2023-16
Code AIOT : 0006803252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2023 dans l'établissement ETS BEN JOSEPH implanté Carauce 81100 Burlats. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite au signalement de l'OFB de la pollution du ruisseau voisin du site (le Rieu Maud) par des eaux chargées en boues provenant de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS BEN JOSEPH
- Carauce 81100 Burlats
- Code AIOT : 0006803252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'arrêté préfectoral du 3 novembre 2016 autorise le renouvellement d'exploiter et l'extension de cette carrière de granite pour une durée de 30 ans et une production maximale de 20 000 tonnes par an. La surface du site est de 19,7262 ha.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des eaux superficielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspecteur n'a pas recherché des indices de pollution du ruisseau (le Rieu Maud) à l'origine du signalement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article AP1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Gestion des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article AP3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article PP3	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article CE4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Selon l'exploitant, des eaux non décantées ont été rejetées accidentellement lors de la mise en route automatique d'une pompe de relevage située dans un bassin au point bas du carreau de l'excavation. L'eau pompée a été conduite vers des bassins sous dimensionnés pour le volume apporté le jour de l'incident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article AP1
Thème(s) : Risques chroniques, Référence de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le panneau d'identification en place sur l'entrée du site en bordure de la route départementale 30a fait référence à l'ancien arrêté préfectoral d'autorisation du 13 mai 2005 et pas à celui en vigueur aujourd'hui du 3 novembre 2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article AP3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement des zones en exploitation du site ainsi que celle des pistes de l'exploitation sont dirigées vers un ou plusieurs bassins d'orage qui sont dimensionnés a minima pour une pluie d'occurrence décennale. La capacité de chacun d'eux est ajustée au fur et à mesure de l'exploitation. Un bassin permettant la décantation des eaux avant leur rejet dans le milieu naturel est aménagé de telle sorte à garantir la qualité des eaux conforme à l'article PP 3 (cf Annexe 4).
Constats : Les bassins vers lesquels les eaux pompées du carreau de l'extraction ont été dirigées sont sous dimensionnés et ne sont pas ceux qui figurent au descriptif de la gestion des eaux superficielles en annexe 4 de l'arrêté d'autorisation. Le bassin principal repéré n° 5 sur l'annexe 4 n'existe plus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article PP3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il n'existe aucun rejet direct des eaux dans le milieu naturel sans traitement par décantation. Les eaux de ruissellement provenant de la carrière sont orientées vers des bassins de rétention et de décantation prévus à cet effet tels que prévus par la prescription AP3. Ils sont dimensionnés afin de respecter les prescriptions de rejet dans le milieu naturel. Le point de rejet est la surverse du bassin n°6 (annexe 4). Des analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel sont effectuées, au moins tous les ans, aux frais de l'exploitant, par un laboratoire agréé, au niveau de tous les exutoires, et à chaque fois que l'inspection des installations classées en fera la demande.
Constats : Les eaux de ruissellement recueillies par l'excavation sont relevées par pompage vers un bassin qui ne correspond pas à celui indiqué en annexe 4 (gestion des eaux superficielles) de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant n'a pas réalisé d'analyses annuelles des eaux rejetées dans le milieu naturel.
Observations : L'exploitant a entrepris le creusement de plusieurs bassins de décantation et leur connexion avec la canalisation de relevage des eaux du carreau de l'excavation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2016, article CE4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de la carrière d'échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés à minima : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;- la bande des 10 m à préserver à l'intérieur et en bordure du périmètre autorisé ;- les bords de la fouille ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude NGF des points significatifs ; <ul style="list-style-type: none">- les pentes des pistes utilisées pour l'exploitation ;- les zones remises en état. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant n'a pas fourni de plan d'exploitation récent du site.
Observations : Lors de l'inspection l'exploitant a informé l'inspecteur qu'un géomètre devait faire un relevé dans le courant de la semaine 13. Aux dernières informations, ce passage a été repoussé semaine 17.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois